

Sur le régime et contre la défense de l'U.R.S.S.

Paru dans le *Bulletin Intérieur du Parti Communiste Internationaliste* n° 31 (août 1946).

La politique révolutionnaire qui, naguère, consistait essentiellement dans la lutte contre les instruments directs de la domination bourgeoise (Etat et partis bourgeois), s'est depuis longtemps compliquée par l'apparition d'une nouvelle tâche non moins fondamentale : la lutte contre les propres partis que s'étaient créés la classe ouvrière pour sa libération et qui, d'une manière ou d'une autre, l'avaient trahie. Ce processus de pourrissement permanent des sommets a pris une telle importance qu'il est impossible d'élaborer aujourd'hui une politique révolutionnaire cohérente et efficace sans avoir une conception nette de sa nature et de sa dynamique. L'expérience fondamentale sur ce point se formule ainsi : la social-démocratie, créée dans une période où le prolétariat et la bourgeoisie étaient les seules forces de polarisation, les seules sources de puissance autonomes sur la scène politique, ne pouvait trahir celui-là qu'en passant au camp de celle-ci, qu'en suivant une politique de plus en plus ouvertement bourgeoise. Le stalinisme par contre, pour autant qu'il ait monstrueusement trahi la révolution prolétarienne, n'en suit pas moins une ligne politique indépendante et une stratégie autonome et opposée à celle de la bourgeoisie, non moins qu'à celle du prolétariat. Où se trouve la cause de ce phénomène, et comment pourrait-on venir à bout des obstacles qu'il crée à la révolution ? De la solution juste de ce problème dépend tout, à l'heure actuelle. Mais cette solution n'est possible que si l'on part de l'analyse réaliste et dépouillée de tout préjugé doctrinaire de la société dans laquelle le stalinisme s'est pleinement réalisé et dont il tire la plus grande partie de sa virulence politique - de la société soviétique.

I. La société soviétique

a. L'économie

S'il est incontestable que l'on ne peut comprendre la société soviétique qu'en analysant ses bases économiques, il n'en reste pas moins vrai que pour l'étude de ces bases il est indispensable de se débarrasser de tout formalisme juridique. Jusqu'ici, en effet, on croyait avoir dit l'essentiel sur cette économie lorsqu'on avait mentionné la nationalisation et la planification qui en constituent des traits dominants; puis, sans se demander quelle signification réelle ont acquis ces traits dans l'ensemble dialectique de la vie sociale soviétique, on mettait le doigt sur les parties correspondantes du programme socialiste et l'on s'écriait triomphalement : tout de même, les bases socialistes subsistent dans l'économie soviétique. Un semblant de raisonnement pareil, qui oublie que les réalités sociales et économiques se trouvent très souvent au-delà de la formule juridique qui les couvre, aurait conduit à reconnaître la réalisation parfaite de l'égalité civique dans la démocratie bourgeoise, dont l'imposture a été tant de fois dénoncée par Lénine ; il aurait conduit à ignorer également l'exploitation qui a lieu dans la société capitaliste, puisque le droit bourgeois ignore dans les mots le capital, la plus-value, etc. ; il nous aurait ramenés de l'analyse économique matérialiste de Marx au juridisme des classiques et du XVIII^e siècle.

Il s'agit donc dans l'étude de l'économie soviétique, comme dans celle de toute autre économie, de savoir comment s'effectuent, à travers et au-delà du camouflage juridique, la production et la distribution, autrement dit : qui dirige la production et, par conséquent, possède l'appareil de production, et qui en profite ?

Les catégories sociales fondamentales entre lesquelles s'y déroule le processus économique sont :

- a) le prolétariat, formé par l'ensemble des travailleurs qui sont chargés d'un travail simple d'exécution;
- b) l'aristocratie ouvrière, qui comprend l'ensemble des travailleurs qualifiés ;
- c) la bureaucratie, qui groupe les personnes qui ne participent pas au travail d'exécution et assument la direction du travail des autres. Evidemment, comme toujours, les limites entre ces trois catégories ne sont pas rigides.

Cette distinction est essentiellement basée sur un critère technique; mais cette base technique est nécessairement liée à des conséquences économiques, sociales et politiques. Car sur cette distinction est fondée en U.R.S.S. la solution des deux problèmes capitaux de toute organisation économique : le problème de la direction de la production et celui de sa répartition.

1. La direction de la production est uniquement confiée à la bureaucratie. Ni l'aristocratie ouvrière ni le prolétariat ne prennent aucune part à cette direction. Cette direction se fait, même à l'intérieur de la bureaucratie, d'une manière dictatoriale, qui ne concède au bureaucrate moyen que des marges d'initiative extrêmement limitées quant à la concrétisation de la partie du plan qui concerne son secteur. Ceci quant à la forme. Quant au fond, c'est-à-dire quant à savoir quelles sont les directions qu'imprime le sommet bureaucratique au processus économique et quels sont les considérants conscients, inconscients ou imposés par les choses qui les dictent, on les examinera plus loin.
2. Les conditions de validité de la loi de la valeur (principalement : propriété et appropriation privée, rentabilité séparée de chaque entreprise, liberté du marché, etc.) font défaut dans l'économie soviétique. D'autre part, la planification, combinée à l'étatisation et embrassant l'ensemble de l'économie, fait que l'automatisme économique est remplacé, à l'intérieur de certains cadres très généraux, par la direction humaine consciente de l'économie. C'est pourquoi on peut dire que, dans l'économie soviétique, il ne reste de la loi de la valeur que cette formule très générale, que la valeur de l'ensemble des produits est égale à la somme du travail abstrait socialement nécessaire à leur production. A part cela, c'est l'arbitraire bureaucratique qui règle la distribution, c'est-à-dire qui détermine les salaires ; cet arbitraire ne connaît que deux limites économiques objectives : en ce qui concerne le travail simple, le salaire ne peut être inférieur au minimum vital (limite d'ailleurs extrêmement élastique, comme l'expérience des deux premiers plans quinquennaux l'a

démontré) ; - en ce qui concerne le travail qualifié, le salaire se détermine d'après la rareté relative de cette espèce de travail, compte tenu des besoins de la consommation ou de ceux considérés comme tels par le plan. En dehors de cela, l'arbitraire bureaucratique règle tout, lié évidemment par les lois psychologiques de jouissance optimale et par des considérations de politique générale. A l'intérieur de la bureaucratie, la distribution se fait suivant les rapports de force, pareillement à la manière dont s'effectue la distribution de la plus-value totale entre les groupes et les trusts impérialistes.

La dynamique de cette économie est caractérisée par l'absence de crises organiques, effet de la planification quasi complète. Son équilibre, par conséquent, ne peut être mis en cause que par l'effet des facteurs extérieurs, ce qui semble devoir, si un jour elle arrive à dominer la planète, lui conférer une stabilité intérieure jamais auparavant connue dans l'histoire.

Quand on veut définir cette forme économique il devient évident qu'elle ne présente aucune analogie avec l'économie capitaliste, car, malgré la persistance de l'exploitation et la monopolisation de la direction de la production par une couche sociale, les lois économiques y sont foncièrement différentes ; d'autre part, des quatre caractères fondamentaux et indivisibles de l'économie socialiste, à savoir :

1. abolition de la propriété privée ;
2. planification ;
3. abolition de l'exploitation ;
4. direction de la production par les producteurs,

elle ne présente (et sous force réserves) que les deux premiers qui sont les moins importants ; au lieu de s'approcher de plus en plus de la réalisation de ces buts fondamentaux, l'économie soviétique les a complètement abandonnés - sans se rapprocher pour cela du mode de production capitaliste. Ni capitaliste, ni socialiste, ni même en marche vers une de ces deux formes, l'économie soviétique présente un type historique nouveau, dont le nom importe peu en réalité quand on en connaît le fond.

b. La politique

Quant au régime politique, son caractère totalitaire a été tant de fois décrit, qu'il est superflu d'insister là-dessus. Il faut simplement mentionner que ce régime, à côté de la dictature policière, comporte une emprise idéologique sur les masses, une "*étatisation des idées*", telle qu'elle autorise à parler d' "*altération de la conscience des masses*" dans la société soviétique à l'heure actuelle.

c. "Etat ouvrier dégénéré"

Il est clair que la dénomination d'un état de fait est une simple convention et que tous les termes sont bons, à condition que l'on s'entende sur leur contenu et qu'ils n'entraînent pas des malentendus dangereux par leurs effets politiques. C'est sous cet angle que doit être envisagé et condamné le terme "*Etat ouvrier dégénéré*" employé à propos de l'U.R.S.S. La structure de cette expression implique que le fait fondamental de la réalité actuelle soviétique se trouve dans son caractère d'Etat ouvrier et que, pour expliquer certaines nuances, on doit recourir à la notion de la dégénérescence. Or il n'en est rien. La dégénérescence s'y trouve depuis longtemps dépassée, car elle est parvenue à la maturité complète; l'évolution y est arrivée à ce point qui, par la création de nouvelles formes pour des contenus nouveaux, permet de saisir le phénomène dans son fonctionnement actuel pour ainsi dire "indépendamment" de sa provenance.

L'étatisation et la planification jouent aujourd'hui un rôle fondamental dans l'économie soviétique; mais dire que, dans leur contenu actuel, elles suffisent à donner un caractère tant soit peu "ouvrier" à l'Etat soviétique, c'est attacher une signification au droit indépendamment du processus réel économique, c'est remplacer l'analyse économique marxiste par un juridisme abstrait; c'est encore séparer l'économie du politique d'une façon schématique et inacceptable pour l'étude de l'époque actuelle. Si l'étatisation en U.R.S.S. suffit pour conférer à cet Etat le nom (pris avec une signification active) d' "*Etat ouvrier en dégénérescence*", pourquoi les étatisations dans un pays bourgeois ne suffiraient-elles pas pour lui conférer le nom d'Etat ouvrier en gestation ? La question n'est pas de savoir s'il y a étatisation, mais par qui et au profit de qui est instaurée ou maintenue cette étatisation. Si dans la société capitaliste classique la puissance économique reste distincte du pouvoir politique et se l'approprie en tant qu'objet extérieur à elle, le processus historique a renversé peu à peu ce schéma : déjà dans l'époque impérialiste la distinction, tant réelle que personnelle, du pouvoir politique et du pouvoir économique, apparaît comme caduque ; dans la société soviétique il est impossible même de la concevoir. Une situation technique et économique détermine une structure politique, qui, dès ce moment, régit l'économie, tandis que l'importance de l'automatisme des lois économiques diminue de plus en plus. C'est pourquoi le seul critère permettant de donner une définition sociologique de l'U.R.S.S. est le suivant : qui détient le pouvoir politique et au profit de qui l'exerce-t-il ? La réponse à cette question ne peut être que la suivante : le pouvoir politique (et par conséquent, la puissance économique aussi) est détenu par une couche sociale dont les intérêts sont absolument contradictoires dans le fond avec ceux du prolétariat soviétique et qui exerce ce pouvoir pour ses propres intérêts contre-révolutionnaires. Cette couche n'a rien de commun ni avec la classe ouvrière, ni avec la classe capitaliste. Elle constitue, ainsi que l'Etat qu'elle dirige et qu'elle exprime, une nouvelle formation historique.

II. La politique révolutionnaire en U.R.S.S.

a. Révolution politique ou révolution sociale

La stratégie et la tactique de la IV^e Internationale et de sa section russe envers cet état de choses doit être nettement et entièrement révolutionnaire. La question de savoir si on peut d'une façon scolastique définir la révolution à accomplir en U.R.S.S. comme une révolution politique ou sociale présente peu d'intérêt, si on se rend compte des tâches à y réaliser. Il faut

en plus comprendre que le fond pratique de cette distinction ne se trouve pas dans la nécessité d'effectuer ou non une transformation des rapports de propriété, mais en ceci : peut-on conserver l'appareil étatique avec de simples changements dans le personnel dirigeant et les postes de confiance (révolution politique), ou cet appareil doit-il être brisé et reconstitué de nouveau dans des formes nouvelles (révolution sociale) ? Or il est évident que c'est ce deuxième cas qui se présentera en U.R.S.S. lorsque la classe ouvrière pourra renverser Staline. Car la structure réelle de l'Etat soviétique ne conserve essentiellement rien qui puisse le différencier en général de n'importe quel autre appareil historique de domination d'une classe sur une autre. Lorsque la révolution sera accomplie en U.R.S.S., il faudra non seulement remplacer le parti au pouvoir par le nôtre, non seulement faire revivre ou plutôt renaître les instruments du pouvoir ouvrier, les soviets (car les soviets d'aujourd'hui n'en ont que le nom), mais encore faudra-t-il créer des instruments nouveaux de contrôle, car un des facteurs favorables au développement de la bureaucratie consiste dans ce fait que pendant la période 1917-1923 la direction bolchevique n'a pas pu exprimer pratiquement toute la défiance que devait lui inspirer cette bureaucratie. Ce que Trotski nomme le deuxième aspect de la révolution permanente, et qui concerne la révolution socialiste elle-même, le changement continu de peau, doit trouver son application aussi dans la réglementation des rapports politiques et étatiques après la victoire de la révolution.

b. Défense de l'U.R.S.S. et révolution

Les grands points de la stratégie et de la tactique révolutionnaires restent donc valables aussi pour la révolution anti-bureaucratique, sous réserve d'adaptation adéquate. C'est ce qui dicte aujourd'hui impérieusement l'abandon du mot d'ordre de la " *défense de l'U.R.S.S.* ". Même pour ceux qui admettent l'existence des bases socialistes dans l'économie soviétique, il est clair que le salut final de ces vestiges dépend de la victoire de la révolution à l'échelle mondiale et que l'obstacle n° 1 pour cette victoire se trouve dans la bureaucratie stalinienne. La lutte contre cette bureaucratie constitue donc la tâche fondamentale pour le prolétariat soviétique. Est-ce que cette lutte en temps de guerre est compatible avec la " *défense de l'U.R.S.S.* " ? Evidemment non. Développer cette lutte signifie par exemple développer les grèves, les manifestations, saper l'appareil de répression et enrayer le fonctionnement en général de l'appareil étatique, provoquer l'insurrection dans l'armée, retirer les régiments révoltés du front et les faire marcher sur la capitale, etc. La guerre, comme la révolution, est un bloc. On ne peut mener l'une qu'en abandonnant l'autre. La " *lutte sur deux fronts* " relève de la stratégie en chambre et n'a jamais existé en pratique, car inévitablement le moment arrive où l'une des deux luttes devra primer l'autre.

On se demande très souvent : est-ce qu'on peut souhaiter la victoire d'un impérialisme sur le stalinisme, est-ce qu'on peut même être indifférent au résultat de la lutte qui aurait pour effet d'abolir les " *bases socialistes* " de l'économie soviétique ? On peut répondre très facilement en demandant en quoi l'existence de ces bases constitue aujourd'hui un facteur favorable pour le développement de la révolution mondiale. On pourrait aussi remarquer que ces objections démontrent une mentalité arriérée, qui croit à l'importance détachée de victoires ou de non-défaites locales et isolées pendant vingt ou trente années, indépendamment du processus international. Mais le fait essentiel se trouve ailleurs. Il se trouve dans l'ignorance complète de l'ABC du marxisme dont font montre des gens qui croient qu'à l'époque actuelle une révolution en temps de guerre est possible à l'intérieur d'un pays sans que cela implique une haute température révolutionnaire mondiale, et sans que la victoire de cette révolution entraîne aussi pour les autres pays une crise capable pour le moins de lier les mains à une intervention contre-révolutionnaire. C'est en fait cette considération qui a dicté ou qui devait dicter notre politique défaitiste à l'intérieur des pays en guerre contre l'Axe. C'est aussi cette confiance dans nos idées et dans la solidarité internationale du prolétariat qui doit guider notre politique en U.R.S.S.

Bien entendu, il ne s'agit pas de remplacer maintenant et à l'échelle internationale la propagande défensiste par la propagande défaitiste. Le mot d'ordre de la " *révolution indépendamment de tout risque de défaite* " est un mot d'ordre qui a une signification principalement pour la section russe. Pour l'Internationale en général il serait inopportun et dangereux de le souligner d'une façon spéciale et d'en faire un point central de propagande. Sans jamais perdre de vue la solidarité internationale du mouvement, le prolétariat de chaque pays doit lutter contre ses propres bourreaux. Ce qui importe aujourd'hui pour l'Internationale, c'est d'avoir une conception claire de la nature du stalinisme, et de se débarrasser de la confusion lamentable que crée la coexistence monstrueuse des mots d'ordre " *révolution contre la bureaucratie* " et " *défense de l'U.R.S.S.* ".

Note sur la thèse Lucien, Guérin, Darboux

Cette thèse, avec des conclusions pratiques de laquelle nous sommes d'accord (abandon du " *défensisme* ", défaitisme révolutionnaire en U.R.S.S.), présente à côté de lacunes (manque de justification du défaitisme, manque d'un essai de liaison organique entre le phénomène de dégénérescence russe et la société capitaliste) certaines erreurs à notre avis assez essentielles pour qu'on en dise quelques mots.

Après avoir, à juste titre, critiqué le juridisme qui s'en tient à la formule des lois au lieu de regarder la réalité économique, et après avoir en substance dit que la collectivisation de l'économie soviétique ne signifie rien à cause de la dépossession politique du prolétariat, les camarades L., G. et D. écrivent à propos des nationalisations en Europe orientale " *qu'elles ne diffèrent aucunement de celles qu'on peut voir en Europe occidentale* ". Or, précisément dans ce cas c'est la dépossession politique de la bourgeoisie qui rend ces nationalisations significatives : la monopolisation, effectuée ou en train de se préparer, du pouvoir politique par les P.C. dans ces pays, rend la bureaucratie stalinienne maîtresse des moyens de production nationalisés, de la même manière, en général, que l'est la bureaucratie russe, quoique dans des modalités différentes. Ce qui montre encore une fois que le stalinisme poursuit dans ces pays, sous une perspective de terme court ou moyen, la politique qu'il mène à l'échelle mondiale sous une perspective de long terme, à savoir, une politique d'assimilation.

C'est ce qui nous mène à une autre erreur fondamentale des camarades L., G. et D., consistant à identifier l'antithèse stalinisme-impérialisme à n'importe quelle antithèse impérialiste; ce qui implique une indifférence quant au régime intérieur des pays occupés par l'Armée rouge et aux différences fondamentales, de l'aveu propre des camarades, qu'il présente avec

celui des pays occupés par l'impérialisme ; ce qui nous laisse complètement dans le noir lorsqu'il s'agit de savoir pourquoi le stalinisme s'appuie, pour sa lutte contre les impérialistes, sur le mouvement ouvrier des autres pays. Les camarades comprennent parfaitement que le régime soviétique n'est pas socialiste et qu'il n'est pas forcé pour cela d'être capitaliste; pourquoi ne peuvent-ils pas comprendre que sa politique extérieure, pour ne pas être révolutionnaire, peut très bien être non capitaliste, c'est-à-dire anticapitaliste ? C'est pourquoi le terme " *expansionnisme bureaucratique* " est de beaucoup préférable à celui d'"*impérialisme*", nuancé de n'importe quelle façon.